

PANORAMA

Le risque politique dans tous ses États

2
LE RISQUE POLITIQUE
n'est-il pas d'abord celui de conflits ?

7
LA SECONDE DIMENSION
du risque politique : les fragilités politiques et sociales

15
CONCLUSION
le risque politique s'accroît

16
ANNEXE :
Classement des évaluations du risque politique par pays

Le risque politique semble être au cœur des préoccupations depuis 2016. Les articles et éditoriaux sur le sujet se multiplient. Avec la hausse des incertitudes en Europe et aux États-Unis et les effets systémiques qui pourraient en découler, l'impact du risque politique est devenu une réalité. Pourtant sommes-nous dans un monde où le risque politique est plus important ?

Bien que les analystes s'évertuent à décrire le phénomène, peu s'accordent sur une définition ou même sur une mesure du risque politique. Or, ce dernier englobe plusieurs dimensions. Mais, comment marier l'occurrence d'une guerre, la possibilité d'une révolte populaire et la montée du populisme ? C'est la question à laquelle répond cette étude à travers un nouveau modèle de risque politique quantifié couvrant 159 pays, de 2007 à 2016. Le modèle Coface mesure différents types de risques politiques en fonction de leurs incidences sur l'activité des entreprises. Deux grandes familles sont prises en compte pour chaque pays : le risque sécuritaire, qui inclut celui de conflit et le terrorisme, et le risque de fragilité politique et sociale qui comprend une mesure du populisme pour les pays développés.

Alors, à la question « observe-t-on une augmentation du risque politique à l'échelle mondiale ? », la réponse est oui. Depuis 2013, le risque politique augmente, mais cette hausse cache des dynamiques différentes en fonction des régions. Le Moyen-Orient reste celle où le risque est sensiblement le plus élevé, mais il s'est significativement accru en Afrique subsaharienne et dans la CEI. Pour les pays avancés, la situation dans certaines grandes économies s'améliore depuis la crise de 2009, mais la montée du populisme et l'augmentation du risque sécuritaire dans les pays frappés par le terrorisme détériorent le score de certains pays européens.



Entre 2007 et 2015, le nombre de conflits a été multiplié par deux.





Jean-Louis DAUDIER
Économiste



Ruben NIZARD
Économiste



Sofia TOZY
Économiste

1 LE RISQUE POLITIQUE N'EST-IL PAS D'ABORD CELUI DE CONFLITS ?

Traditionnellement, la mesure du risque politique s'appuie sur l'observation des guerres et conflits. En limitant la capacité de l'État à exercer sa souveraineté sur son propre territoire, les guerres, conflits et autres formes de violences politiques déstabilisent le fonctionnement de l'économie. La capacité des agents économiques à opérer se retrouve, en effet, perturbée, voire interrompue, par la survenance d'un conflit armé. Par conflit, on entend la confrontation armée entre deux factions, groupes et/ou états.

La définition ainsi retenue intègre, à l'inverse de celle du droit international, les conflits armés entre deux groupes non-gouvernementaux.

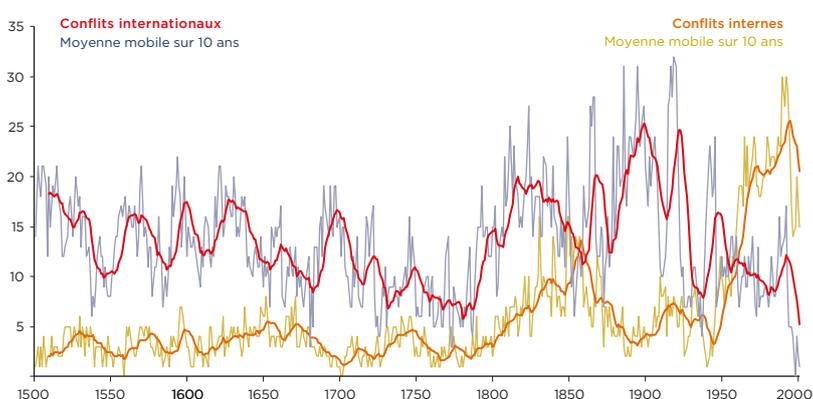
Résurgence des conflits depuis 2014

Au cours des dernières années, les récits des violents conflits en Libye, en Irak, en Syrie, en Ukraine ou encore la lutte contre les groupes armés de l'État islamique (EI) ont ébranlé le mythe de la Pax Americana. Par analogie à la Pax Romana (-29 -180) et à la Pax Britannica (1815-1870), cette expression fait référence à la période de paix relative qui se serait ouverte avec l'émergence de l'hégémonie américaine dans la seconde moitié du XX^e siècle. Fragile dans le contexte de la Guerre Froide et des conflits qui l'ont rythmée (guerres de Corée, d'Indochine, du Viêt Nam...), l'idée de Pax Americana aurait pu s'imposer suite à la chute du mur de Berlin et du rideau de fer, symboles de « la victoire idéologique de la démocratie libérale ». Néanmoins, comme le signalait déjà Francis Fukuyama, l'avènement (discutable) de la démocratie libérale ne signifie pas, contrairement à une idée répandue, l'absence de conflits. Guerres du Golfe, de Tchétchénie, du Kosovo, ou d'Irak, interventions en Afghanistan, conflit israélo-palestinien ou encore multiples guerres civiles en Afrique subsaharienne et ailleurs (Djibouti, République du Congo, Guinée-Bissau, Libéria, Népal, Tchad, Centrafrique...), les exemples de conflits armés sont, en effet, légion dans les deux décennies qui encadrent le deuxième millénaire.

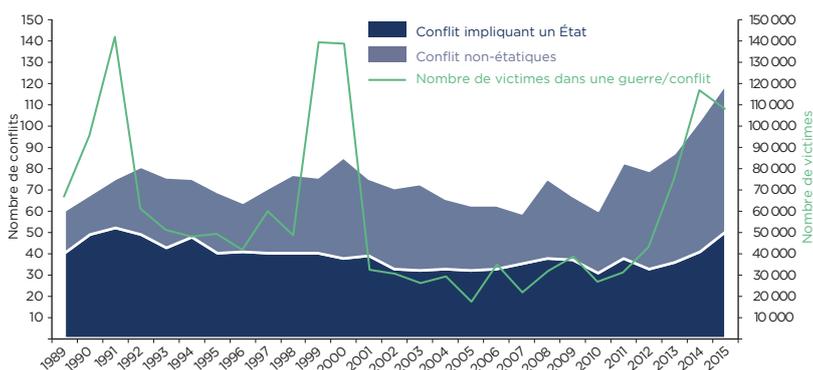
Aussi, depuis la seconde guerre mondiale, les cycles de violences, conflits armés et guerres se sont succédés. Malgré l'évolution récente de ces 70 dernières années qui ont vu, pour la première fois sur les cinq derniers siècles, le nombre de pays impliqués dans des conflits internes surpasser durablement celui de ceux engagés dans des conflits internationaux (Graphique 1). Le sentiment de recrudescence récente des conflits pourrait donc simplement être le résultat de leur internationalisation, particulièrement au Moyen-Orient. Néanmoins, le nombre total de conflits (Graphique 2) a tendance à augmenter. Entre 2007 et 2015, il a ainsi été multiplié par deux. À eux seuls, les conflits armés et guerres impliquant au moins un acteur gouvernemental ont été multipliés par près de 1,5. Au-delà du nombre de conflits, leur intensité, mesurée par le nombre de victimes, est également en hausse.

Le nombre de victimes en 2014-2015 dessine ainsi un nouveau pic. La tendance haussière du nombre de morts au combat, débutée en 2010, devrait se confirmer en 2016 avec les conflits majeurs en Syrie, en

Graphique 1:
Nombre de pays impliqués dans un conflit au cours des cinq derniers siècles (1500 à 2000)



Graphique 2:
Nombre de conflits et de victimes, 1989-2015



Irak, en Afghanistan ou encore au Nigéria. Remis en perspective, le sommet actuel se situe loin des niveaux atteints au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec, notamment, les guerres de Corée et d'Indochine. Il se situe même loin des deux pics enregistrés entre la fin des années 1960 et celle des années 1980, résultats de conflits de grande ampleur tout autour du globe (guerre du Viêt Nam et d'Afghanistan ou encore guerre civile au Cambodge, au Nicaragua et au Mozambique).

Bien que moins impressionnant, le pic actuel se situe au niveau de 1991 qui avait notamment connu 40 000 morts sur les territoires irakien et koweïtien dans le cadre de la guerre du Golfe, ou de 1999-2000, au moment de la guerre Érythrée-Éthiopie, également responsables de plus de 40 000 victimes par an. L'année 2016, avec l'intensification de la lutte armée contre le groupe EI (intervention des forces occidentales en Syrie) et, plus globalement, avec la persistance des conflits, particulièrement en Syrie, en Irak ou encore au Yémen, devrait, de nouveau porter un lourd bilan.

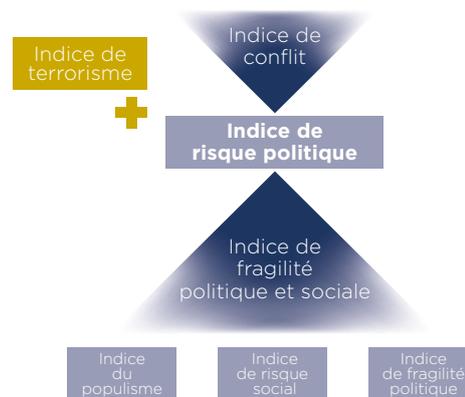
L'Indice de conflit Coface

Pour sa méthodologie (voir schéma ci-contre), Coface s'est appuyé sur la base de données établie par le département de la Recherche sur la Paix et les Conflits de l'Université d'Uppsala (Suède) dans le cadre du *Uppsala Conflict Data Program* (UCDP). Plus précisément, Coface s'est intéressé aux conflits qui engagent l'État contre un autre État/groupe/factions, mais également aux conflits entre groupes et factions au sein d'un même territoire. En effet, ces derniers témoignent de l'incapacité d'un gouvernement à remplir ses fonctions régaliennes. Dans les cas les plus extrêmes, notamment de guerres civiles où plusieurs factions luttent entre elles, ce type de conflit remet en cause le concept wébérien du monopole étatique de la violence légitime².

L'Indice de conflit Coface est calculé, pour chaque année, en fonction du nombre de conflits, de leur intensité, du nombre de victimes et de leur durée. La première étape consiste à agréger le nombre de conflits armés — entre 25 et 1000 morts — et de guerres — plus de 1000 morts — sur un territoire donné. Cette distinction entre conflits armés et guerres permet de mesurer l'intensité du conflit: un coefficient plus faible est donc attribué aux conflits armés. Le score est amplifié si un pays a été affligé par au moins un conflit durant les années précédentes. Les pays belligérants pour lesquels le conflit n'empiète pas sur le territoire national sont également pris en compte mais dans une bien moindre mesure que si le conflit affectait leur territoire. Enfin, le nombre de victimes dans un conflit pour 100 000 habitants est ajouté afin d'en mesurer plus précisément l'ampleur. Le score est ensuite ramené sur une échelle de 0% à 100%.

Les pays qui connaissent des conflits majeurs, déjà en cours depuis 2007, à l'exception notable de la Libye et de la Syrie, où, respectivement, l'intervention militaire multinationale et le déclenchement de la guerre civile remontent à 2011, ressortent, naturellement, en tête des risques. Le Mexique est aussi à un niveau de risque élevé, ce qui s'explique en grande partie par la violence de la guerre des gangs qui s'y déroule. En queue de peloton des 30 pays les plus risqués figurent des nations qui ont vu l'intensité des conflits dont elles souffrent se réduire de moitié depuis 2007 (Algérie, Burundi et Colombie).

Schéma 1:
Modèle de risque politique Coface



Une situation de guerre (un conflit de forte intensité qui touche l'ensemble où une grande partie du territoire) est considérée comme étant le niveau de risque politique le plus élevé car il annihile une grande partie du tissu économique d'un pays pendant la durée du conflit. La destruction des infrastructures résultant des combats, l'insécurité, le déplacement de populations affectent l'activité économique aussi bien à court terme qu'à long terme.

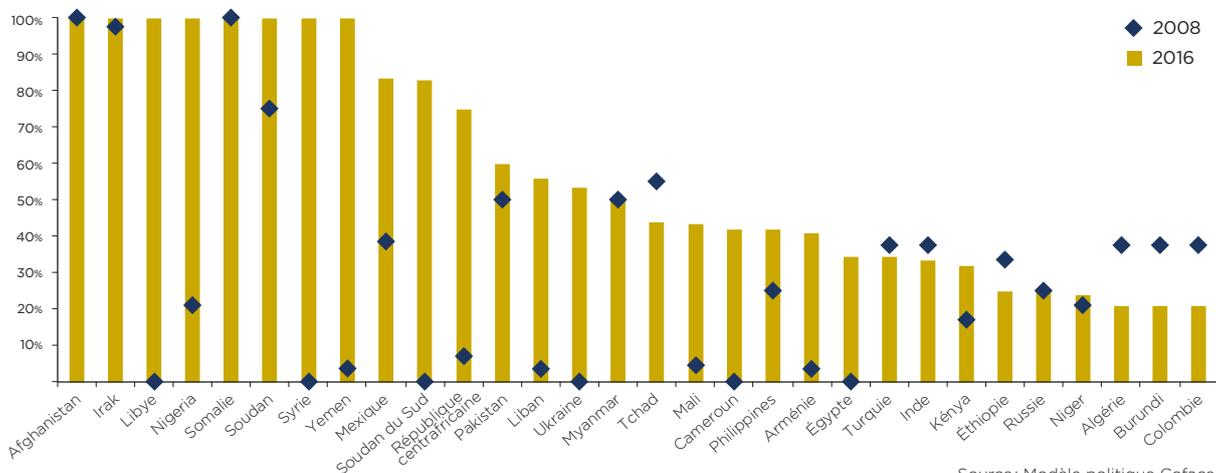
La Syrie a vu, par exemple, son PIB diminuer de 57%³ depuis 2011⁴ et son commerce extérieur se contracter de 90%⁵. Le Centre syrien pour la recherche politique (CSR) estime que les destructions d'infrastructures physiques entre 2011 et 2014 s'élèvent à près de 75 milliards de dollars, soit environ 120% du PIB de 2010. La population syrienne estimée à environ 22,1 millions d'individus en 2010 aurait diminué de 20% depuis mars 2011. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plus de 250 000 personnes ont été tuées lors des affrontements depuis le début du conflit et plus de 800 000 ont été blessées. En outre, le HCR estime, dans son rapport de février 2016, le nombre de personnes déplacées à 4,7 millions dont 900 000 ont demandé l'asile politique au sein de l'Union européenne. Même en cas d'arrêt du conflit, la guerre continuerait d'avoir des répercussions économiques à moyen terme. Alors qu'une solution à la crise syrienne n'a pas été trouvée, le coût de la reconstruction reste difficile à évaluer mais il est estimé entre 180 et 200 milliards de dollars, soit trois fois le PIB de 2010.



1/ Francis Fukuyama. *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*. Paris, Flammarion, coll. Histoire.
2/ Cette notion fait référence à la capacité exclusive conférée à l'État d'utiliser la violence physique sur son territoire.
3/ J. Gobat ; K. Kostial (2016); *Syria's Conflict Economy*; IMF Working Paper N. 16/213
4/ D'après les estimations du Centre syrien pour la recherche politique (CSR), la contraction du commerce a contribué à hauteur de 23,2% à cette perte celle du secteur des services gouvernementaux de 15,9%. Le secteur minier représente 15,2% de la perte totale du PIB. <http://scpr-syria.org/publications/sector-structure-of-estimated-total-gdp-loss-2011-2015/>
5/ Rapport: « Syria at war ; five years on » ; Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. 2016.



Graphique 3:
Les 30 pays les plus touchés par un conflit (en pourcentage)



Source: Modèle politique Coface

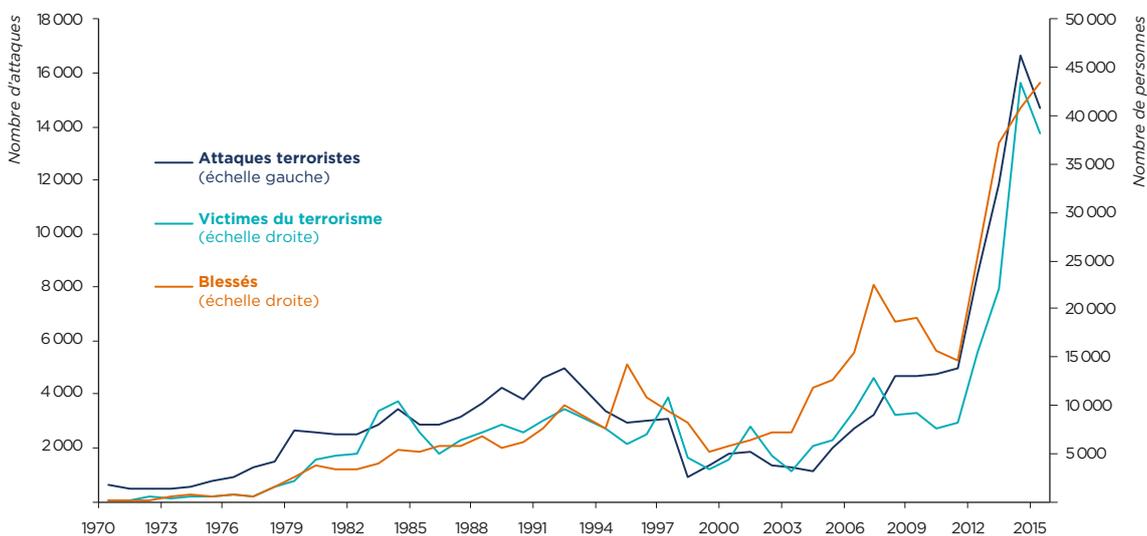
Le terrorisme : une forme de violence qui se répand

Au bilan humain des guerres et conflits armés en hausse s'ajoutent également les incidents terroristes qui se sont multipliés ces dernières années (Graphique 4). Comme l'expliquait déjà Jongman et Schmid en 1988⁷, fournir une définition adéquate du terrorisme est extrêmement difficile. Pas moins de 109 définitions étaient ainsi discutées dans leur ouvrage. Dans sa définition la plus consensuelle, le terrorisme est caractérisé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme un ensemble d'« actes criminels conçus ou calculés pour provoquer, avec des objectifs politiques, un état de terreur dans l'opinion en général ou dans un groupe ou parmi des personnes en particulier ». Considéré comme un fléau international depuis 1972 par l'Assemblée générale de l'ONU, le terrorisme a connu un essor croissant depuis le début du second millénaire. Cette forme de violence qui n'implique pas, à proprement parler, l'existence d'un front et est donc rarement circonscrite à un territoire défini, est appréhendée de façon distincte dans le modèle. En

raison de cette différence de nature, elle a été pensée dans le cadre de notre méthodologie comme un malus, qui viendra, le cas échéant, dégrader la note politique globale des pays touchés.

Indépendamment des dégâts matériels qu'il peut engendrer, le terrorisme affecte, en règle générale, la confiance des agents économiques résidents et non-résidents (touristes et investisseurs étrangers), ce qui rend difficile la mesure de son impact direct sur l'économie d'un pays. Les exemples de la Tunisie et de l'Égypte sont parlants. La Tunisie a été victime en 2015 de deux attentats terroristes visant des touristes étrangers (l'attaque du Musée du Bardo le 18 mars 2015 et celle de la plage de Sousse le 26 juin suivant). À la suite de ces événements, l'activité économique du pays a ralenti, le nombre d'arrivées de touristes étrangers a baissé et les recettes du secteur se sont contractées de 40% depuis 2014 alors même que l'industrie du tourisme représente 7% du PIB et emploie 14% de la population active tunisienne. Les conséquences économiques sur l'Égypte sont plus

Graphique 4:
Évolution du terrorisme (1970-2015)



Source : Global Terrorism Database

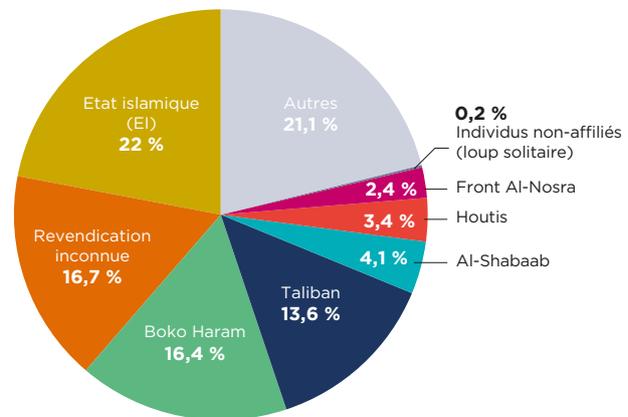
marquées, alors que le pays semblait avoir renoué avec la croissance après plusieurs années de crise, le crash de l'avion russe en octobre 2015 a entravé cette dynamique. La baisse des recettes touristiques et la frilosité des investisseurs ont créé une pénurie de devise dont le pays a du mal à se relever.

L'ampleur redoublée du terrorisme, depuis le début de notre décennie, sur l'ensemble du globe, témoigne de sa part grandissante comme forme d'expression de la violence politique. Ce pic inédit d'actes terroristes peut être lié à l'activité grandissante du terrorisme islamiste qui est, désormais, responsable d'une grande partie des victimes du terrorisme en général (Graphique 5). Le groupe EI compte, à lui seul, près du quart des victimes du terrorisme en 2015. La hausse brutale des actes terroristes coïncide également avec celle observée dans les conflits.

Bien qu'il soit différent, le terrorisme est parfois une réponse délocalisée à un conflit entraînant le déplacement de ce dernier hors de ses frontières initiales. Le cas de la France (Table 1), 29^e de notre classement en 2016 et premier pays développé, illustre ce phénomène. Les attentats qui l'ont touchée en 2015 et 2016 peuvent être ainsi directement rattachés à l'intervention de ses forces en Irak, puis en Syrie. Ce cas n'est pas isolé puisque la quasi-totalité des pays de l'OCDE engagés dans la coalition anti-EI en Irak et en Syrie ont vu leur indice terroriste augmenter depuis 2014 (Graphique 6). Les actes terroristes perpétrés, par exemple, par l'organisation EI sur tous les continents participent ainsi à l'exportation du conflit hors des frontières nationales. L'Institut pour l'économie et la paix estime ainsi que 41 % des actes terroristes ont lieu dans des pays dont le gouvernement est impliqué dans un conflit internationalisé⁸. Il ne s'agit néanmoins pas de la seule forme de terrorisme, qui comprend de nombreuses typologies. Elles sont aussi nombreuses que les motivations du terrorisme. Aussi, contrairement à ce que suggère parfois la rhétorique médiatique et politique, le terrorisme est une forme de violence distincte des conflits armés et guerres, en ce sens qu'il vise plus particulièrement des civils, alors que ces derniers impliquent l'existence de fronts où sévissent les confrontations entre groupes armés (gouvernementaux et non-gouvernementaux).

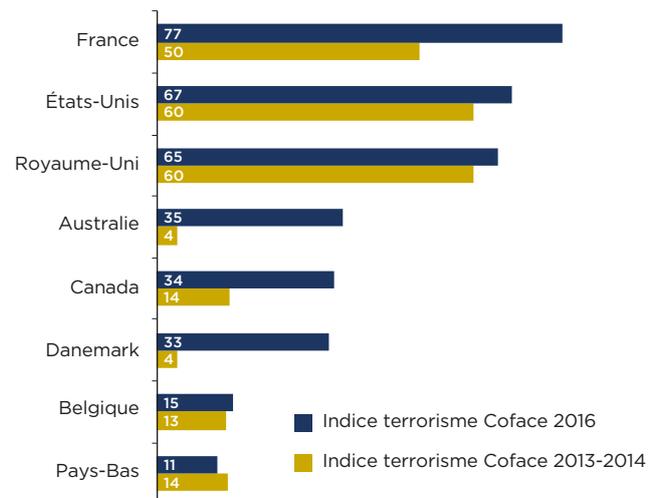
S'appuyant sur la base de données *Global Terrorism Database*, l'indice terroriste prend en compte le nombre d'incidents répertoriés, mais également l'intensité des dégâts humains (nombre de tués et blessés) et matériels (coût estimé des dégâts). Pour prendre en compte l'impact du passé, l'indice terrorisme Coface comptabilise également le score des années précédentes dans son évaluation. Un score de 0 % à 100 % est ensuite attribué. Un indice global en base 100 a également été calculé pour suivre l'évolution globale du terrorisme (Graphique 7). L'indice est calculé chaque année à l'aide des données de l'année précédente. À titre d'exemple, l'indice terrorisme Coface 2016 tient compte des actes terroristes de l'année 2015.

Graphique 5:
Groupes terroristes les plus meurtriers en 2015



Source: Global Terrorism Database

Graphique 6:
Indice terroriste des pays de l'OCDE engagé dans la coalition anti-EI



Source: Coface, GTD



Le terrorisme : une guerre délocalisée ? La majeure partie des pays de l'OCDE engagés contre l'État islamique enregistre une augmentation de leur indice terroriste entre 2014 et 2015.



7/ Jongman, A. J. (1988). *Political terrorism: A new guide to actors, authors, concepts, data bases, theories, and literature*. transaction Publishers.

8/ 2016 Global Terrorism Index: Measuring and Understanding the impact of Terrorism. Institute for Economics & Peace.



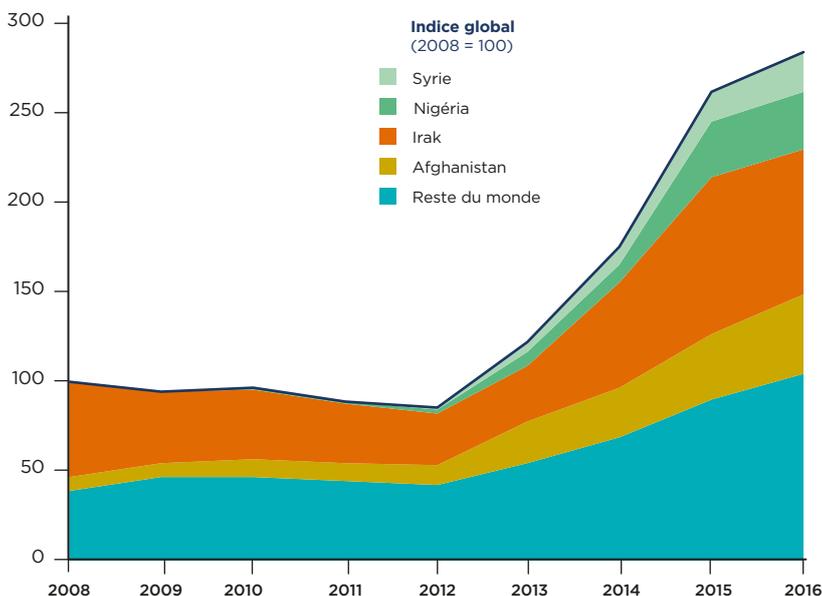
En 2016, l'indice global du terrorisme a ainsi été multiplié par 2,8 par rapport à 2008. Depuis 2012, avec la montée en puissance de l'EI et de Boko Haram, il s'envole notamment en Syrie et au Nigéria. L'Irak et l'Afghanistan, qui comptaient pour plus de 60 % dans l'indice global en 2008, contribuent toujours à près de 45 % du risque total en 2016. Dans le reste du monde, l'indice terrorisme de Coface a été multiplié par 2,7. Parmi les 30 premiers pays (Tableau 1), figurent ceux engagés dans des conflits armés face aux groupes djihadistes, à l'image de l'Irak et de la Syrie (face à l'EI) ou encore du Nigéria, du Cameroun, du Niger et du Tchad (contre Boko-Haram).

Sans surprise, le classement 2016 est ainsi dominé par les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Il est également à noter que les pays d'Asie du Sud, qui comptent notamment l'Afghanistan et le Pakistan, sont très présents. En Europe, si la présence de l'Ukraine, théâtre d'un conflit avec la Russie, n'est guère surprenante, celle de la France témoigne de la violence des attaques successives qui ont touché le pays en 2015.

Tableau 1:

 Indice Terrorisme Coface 2016
 Classements des 30 premiers

1	Irak	100 %
2	Afghanistan	100 %
3	Nigéria	100 %
4	Syrie	100 %
5	Pakistan	100 %
6	Yémen	100 %
7	Ukraine	100 %
8	Libye	100 %
9	Égypte	100 %
10	Inde	100 %
11	Philippines	100 %
12	Cameroun	100 %
13	Turquie	100 %
14	Thaïlande	100 %
15	Rép. démocratique du Congo	100 %
16	Soudan	100 %
17	Niger	99,7 %
18	Kenya	98,5 %
19	Bangladesh	98,2 %
20	Liban	94,8 %
21	Rép. centrafricaine	94,2 %
22	Mali	94 %
23	Tchad	92,6 %
24	Colombie	89,4 %
25	Palestine	85,6 %
26	Arabie Saoudite	85,6 %
27	Chine	84,2 %
28	Burundi	83 %
29	France	76,9 %
30	Tunisie	72,9 %

Graphique 7:
 Indice Terrorisme Coface depuis 2008


Source: Coface



L'indice global de terrorisme a été multiplié par 2,8 depuis 2008. L'État islamique est responsable d'un quart des victimes en 2015.



2 LES FRAGILITÉS POLITIQUES ET SOCIALES : LA SECONDE DIMENSION DU RISQUE POLITIQUE

Le risque politique a également pour objet d'appréhender les moments de ruptures qui amènent à un changement profond de la structure politique d'un pays. Le passage d'un régime autocratique à une démocratie naissante (ou l'inverse) reste l'une des formes les plus envisagées de changement de régime politique. Cependant, les exemples récents de durcissement de certaines démocraties sécularisées poussent à considérer les changements de structure politique dans leur globalité. Alors que la littérature économique⁹ n'aboutit pas à un consensus concernant la relation entre types de régime politique et efficacité économique, les moments de rupture entraînant une modification des modes de gouvernance semblent avoir des conséquences indéniables sur l'activité des agents économiques en fonction des formes qu'ils peuvent revêtir. En effet, les révolutions populaires comme celles observées au sein des pays du Nord de l'Afrique n'ont pas eu la même répercussion sur le tissu économique que le glissement progressif d'un appareil politique vers une limitation des libertés individuelles comme cela est observé en Turquie ou dans certains pays de la CEI (Russie, Ukraine...). Au-delà des impacts observables d'un changement de régime politique, tout l'enjeu de ce module serait d'identifier en amont les déterminants conduisant aux transformations et de mesurer la probabilité de leur réalisation.

L'exercice reste néanmoins complexe, la trajectoire politique d'un pays est toujours conditionnée par son histoire mais les dynamiques entraînant le changement sont cependant comparables. La vague des printemps arabes a été le premier jalon de cette réflexion. Elle a permis à Coface d'aboutir en 2013 à la création d'un modèle de risque politique quantifié qui avait pour objet de mesurer à travers l'accroissement des pressions sociales et la disponibilité d'instruments facilitant la mobilisation, le risque de soulèvement politique. Or, le mouvement révolutionnaire dans le monde arabe n'est que l'expression la plus récente de ce type de manifestations. La littérature en science politique regorge de démonstrations comparant les événements de 2011 à d'autres révolutions populaires

passées, en particulier les révolutions de couleur en 1989 qui ont touché l'Europe de l'Est et la vague de démocratisation qui a suivi. Cette comparaison semble s'accorder sur les déterminants sociaux à l'origine des mouvements populaires. Elle met aussi l'accent sur la nature du régime politique préexistant et le degré de cohésion nationale qui ont aussi un rôle important dans la mobilisation ou non de la population contre l'ordre établi.

Le module fragilité politique et risque social tente de reproduire cette approche multidimensionnelle en ajoutant à la mesure de risque social déjà présente au sein de la méthodologie Coface une mesure de la fragilité politique du régime.

Nature du régime et fragmentation pour mesurer la fragilité politique

La mesure de la fragilité politique s'appuie sur trois dimensions qui se recoupent. La première est une caractérisation de la nature du régime politique qui s'appuie sur la base de données *Polity IV*¹⁰. Le « Polity score¹¹ » issue de cette base permet d'obtenir une gradation du type de régime avec comme risque le plus élevé un régime autocratique et comme risque le plus faible une démocratie institutionnalisée. Ce parti pris repose sur l'hypothèse que plus un régime tend à concentrer les pouvoirs autour d'un groupe d'individus plus il sera à même de générer des contestations et du mécontentement lorsqu'il sera combiné à d'autres variables. La deuxième dimension a trait au degré de fragmentation¹² (*fractionalization*) de la société ou du pays en question en fonction du nombre d'ethnies, de langues et de religions qui y sont représentées. Cette variable issue des travaux de Roberto Alésina mesure la probabilité que deux individus originaires d'un même pays n'appartiennent pas au même groupe ethnique, linguistique ou religieux. Les pays dont le morcellement ethnique et religieux est le plus important sont sans surprise des pays d'Afrique tel que le Liberia et l'Ouganda mais l'on y retrouve également le Népal. Si l'on ne prend en compte que les pays d'Asie



9/ J. Barro (1996) a été le premier à mettre en relation le concept de démocratie (qui s'exprime par un fort degré de liberté des agents et une économie de marché) et la croissance. Il a ouvert le pas à une littérature plus large sur la relation entre qualité des institutions et croissance mais aussi entre instabilité politique et croissance. Alors que les sciences économiques montrent que les effets négatifs de l'instabilité politique sur la croissance trouvent une validation empirique, il n'en est rien de la relation entre croissance et démocratie pour laquelle il n'y a pas ou peu de consensus. Alors que la revue de littérature de Gerring et al. (2005) qui couvre les années 2000 concluent que « l'effet net de la démocratie sur les performances en termes de croissance est négative ou nulle, Acemoglu, et al. (2014) établissent une relation positive entre les deux variables ».

10/ La base de données Polity IV issue des travaux de recherche du Center for Systemic Peace (CSP) couvre tous les grands États indépendants, c'est-à-dire les États dont la population totale est de 500 000 habitants pour 167 pays au cours de la période 1800-2015.

11/ Parmi les variables existantes, le « Polity score » permet de caractériser le type et la teneur du régime politique qu'il prenne la forme d'autocraties pleinement institutionnalisées, de régimes d'autorités mixtes (appelés « anocraties ») ou de démocraties pleinement institutionnalisées. Le « Polity score » varie sur une échelle allant de -10 (monarchie héréditaire) à +10 (démocratie consolidée). En se basant sur cette classification certaines petites monarchies héréditaires telles que le Qatar ou encore Singapour étaient désavantagées du fait de la nature de leur régime alors que ces dernières bien qu'elles puissent sembler autocratiques reposent sur d'autres formes de légitimations du pouvoir. Aussi nous avons fait le choix de modifier le score des pays concernés dans l'échantillon.

12/ La fragmentation ethnique et religieuse, appelée aussi fractionalisation, est un indice permettant de mesurer la probabilité que deux individus pris au hasard dans une population appartiennent à deux groupes différents. Plus le nombre de petits groupes est élevé, plus la fragmentation est importante (maximum théorique (=1) atteint quand chaque personne appartient à un groupe différent). Les données de fragmentation issue des travaux d'Alésina et al. (2003) couvrent 190 pays et permettent en plus de l'indice de fragmentation d'avoir la proportion en termes d'ethnies, de langues et de religion des différents groupes d'individus présents au sein de la population. Nous avons pour les besoins de l'étude actualisée ces données pour un certain nombre de pays en se basant sur la même méthodologie que celle présentée par les auteurs en s'appuyant sur les informations présentes au sein de l'Encyclopedia Britannica. Easterly, W., & Levine, R. (1997). Africa's growth tragedy: policies and ethnic divisions. *The Quarterly Journal of Economics*, 112(4), 1203-1250. Alésina, A., Devleeschauwer, A., Easterly, W., Kurlat, S., & Wacziarg, R. (2003). Fractionalization. *Journal of Economic Growth*, 8(2), 155-194.



émergente, ce dernier est suivi par les Philippines et l'Indonésie. En ce qui concerne les pays développés, ceux qui apparaissent avec le degré de fragmentation le plus élevé sont le Canada (32^e score sur 162) et l'Espagne (43^e score sur 162). Enfin, les pays dont la population est la plus homogène sont des États insulaires comme le Japon, les Maldives et Malte, mais aussi le Bangladesh où les bengalis représentent 97 % de la population. Les différents travaux concernant le degré de fragmentation montrent que le morcellement ethnique et linguistique tend à avoir un impact sur la qualité des institutions mais aussi sur la capacité de créer un consensus politique¹³.

Enfin, la troisième et dernière dimension concerne le degré de liberté et de droits civiques au sein du régime politique. Pour prendre en compte ces deux dimensions, nous nous sommes appuyés sur les variables droit politique « political right » et liberté civile « civil liberty » mesurées par *Freedom House*¹⁴. Ces deux scores combinent différentes sous-catégories. Les droits politiques intègrent des informations sur le processus électoral, le pluralisme politique et la participation, ainsi que le fonctionnement du gouvernement. La liberté civile prend en compte la liberté d'expression et de conviction, le droit d'association et d'organisation, l'État de droit ainsi que l'autonomie personnelle et le droit individuel.

La combinaison de l'ensemble de ces éléments permet d'aboutir à un indice de fragilité politique. Les pays qui connaissent le moins de liberté politique et/ou la population la plus fragmentée ont les scores les plus élevés. Les trois pays qui ressortent en tête du classement en 2016 sont la République centrafricaine, l'Érythrée et le Laos, ceux dont le score reste le plus faible sont le Japon, la Pologne et l'Irlande.

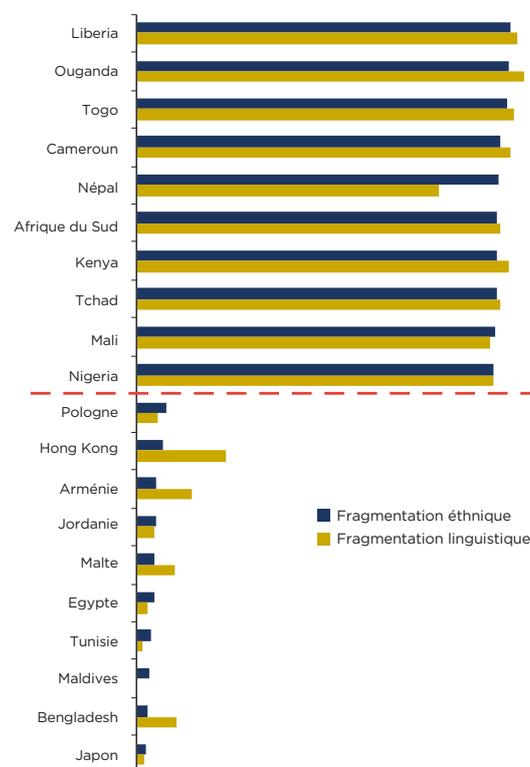
Parmi ceux dont le score s'est sensiblement amélioré depuis 2007, deux pays sortent du lot : la Tunisie, suite à la mise en place de la nouvelle constitution post-printemps arabe et la Côte d'Ivoire, dont la situation politique s'est normalisée après la crise post-électorale de 2010-2011. En ce qui concerne les grands émergents, la Turquie a montré l'évolution la plus notable et a vu son score se dégrader sensiblement, témoignage du durcissement progressif du régime turc depuis 2014.

La montée des frustrations sociales : un élément déclencheur

La mesure du risque politique dans les pays émergents ne peut faire abstraction de la montée des pressions sociales. L'épisode des printemps arabes avait donné suite à une nouvelle méthodologie Coface de risque politique¹⁵ permettant d'appréhender l'émergence de mouvements populaires en mettant en relation les pressions au changement et les instruments facilitant la mobilisation populaire. La dégradation des niveaux

Graphique 8 :

Les dix pays les plus et les moins fragmentés



Sources : Modèle politique Coface, Alesina, A., Devleeschauwer, A., Easterly, W., Kurlat, S., & Wacziarg, R. (2003). Fractionalization. *Journal of Economic growth*, 8(2), 155-194.

de vie, celle du pouvoir d'achat ainsi que la montée des inégalités observées suite à la crise financière mondiale de 2009 rendent cette analyse tout aussi prégnante. Même si elle ne se traduit pas nécessairement par des révoltes populaires, elle témoigne de l'accroissement des pressions sociales. La capacité de mobilisation de la population conditionne cependant les effets de ces pressions sociales.

Traditionnellement présent au sein de la méthodologie Coface, les indicateurs de pression sociale qui pèsent négativement sur le score sont l'inflation¹⁶ (un niveau élevé indique une dégradation du pouvoir d'achat) ; le taux de chômage¹⁷ (il mesure l'accès à l'emploi) et les inégalités de revenu mesurées par le coefficient de GINI¹⁸. Le PIB/habitant¹⁹ renseigne sur le niveau de ressources des pays concernés. À ces variables socioculturelles, s'ajoutent une mesure de la corruption comme facteur de pression ainsi qu'une variable renseignant sur la capacité d'expression de la population²⁰. Les indicateurs retenus comme des instruments permettant de transformer les pressions

13/La littérature économique a largement investi la relation entre fragmentation et croissance mais aussi entre fragmentation ethnique et conflit. Elle en conclut que la relation entre fragmentation (ethnique et linguistique seulement) et croissance est négative et l'explique par le fait que l'existence de différents groupes en compétition nuit à la qualité des institutions. Cette conclusion prévaut particulièrement pour les pays en développement morcelés entre différents groupes d'individus. Easterly, W., Ritzen, J., & Woolcock, M. (2006). Social cohesion, institutions, and growth. *Economics & Politics*, 18(2), 103-120. Alesina, A., Devleeschauwer, A., Easterly, W., Kurlat, S., & Wacziarg, R. (2003). Fractionalization. *Journal of Economic growth*, 8(2), 155-194.

14/<https://freedomhouse.org/>

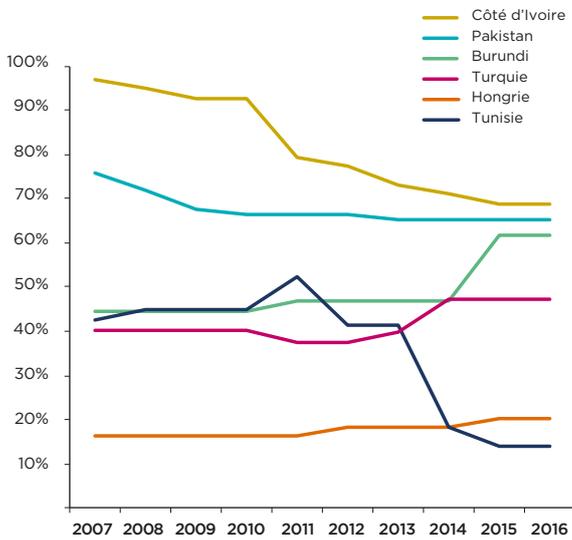
15/Panorama Risque Pays Coface « les transformations du risque pays » émergent », mars 2013.

16/Données du FMI.

17/Données d'Oxford Economics.

Graphique 9 :

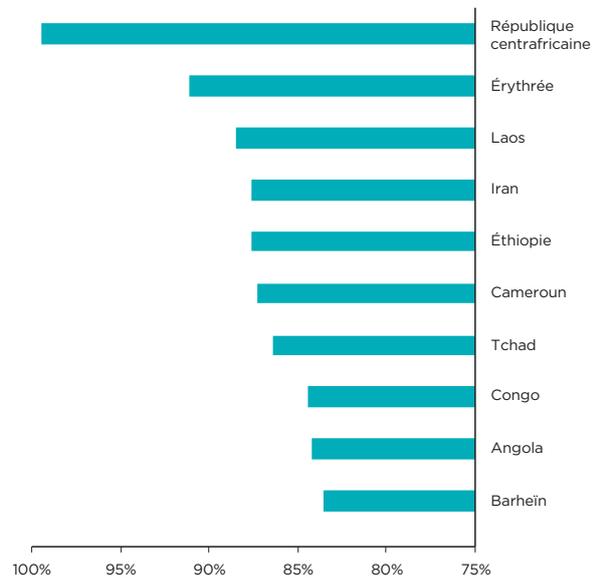
Pays dont le score de fragilité politique a le plus évolué depuis 2007 (en pourcentage)



Source : Modèle politique Coface

Graphique 10 :

Pays dont le score de fragilité politique est le plus élevé en 2016 (en pourcentage)



Source : Modèle politique Coface

en changement sont le taux d'éducation dans le supérieur, le taux d'alphabétisation des adultes, l'accès à internet, la proportion des jeunes dans la population, le taux de fécondité, le taux d'urbanisation et le taux de participation des femmes.

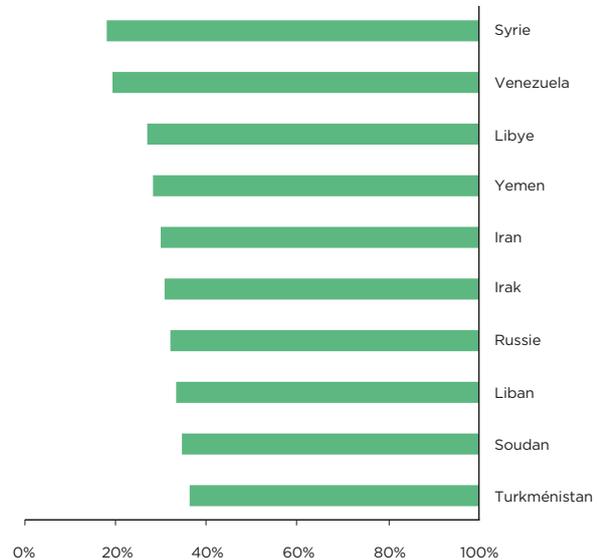
Afin d'affiner cette approche dynamique et de mieux appréhender les conséquences politiques des crises récentes observées dans les pays émergents comme le Brésil ou encore les pays exportateurs de pétrole, les indicateurs de pression ont été enrichis de deux nouvelles variables : la variation du PIB par habitant (en plus du niveau de PIB/habitant), pour comparer l'accroissement des richesses produites, et le taux d'homicide pour mesurer le niveau de la criminalité domestique. La question des finances publiques a volontairement été omise de cet exercice, puisque le solde public primaire structurel, mesurant le degré de rigueur de la politique budgétaire, n'était pas disponible pour l'ensemble des pays de l'échantillon. Une simple mesure du déficit primaire ne rendrait pas compte de l'effort budgétaire réel d'un pays.

Enfin, les indicateurs de pression et d'instruments ont été combinés de façon à ce qu'un accroissement des pressions affecte de manière plus que proportionnelle la pondération des instruments (plus le score de pressions s'accroît plus la prise en compte des instruments sera importante). Ceci permet de corriger le biais induit par des indicateurs d'instruments élevés, alors même que les pressions sont faibles (cas de certains pays développés).

Compte tenu des résultats, les dix pays présentant le risque social le plus élevé sont la Syrie, le Venezuela

Graphique 11 :

Pressions sociales les dix pays les plus risqués (en pourcentage)



Source : Modèle politique Coface

et la Libye. À noter également la présence, en tête de classement, de la Russie et du Turkménistan. En effet, les résultats montrent que la CEI reste une région où l'indice de risque social est l'un des plus élevés. Les pays de la CEI qui montrent un net accroissement du risque social depuis 2007 sont l'Ukraine suivi de l'Azerbaïdjan et de la Russie.



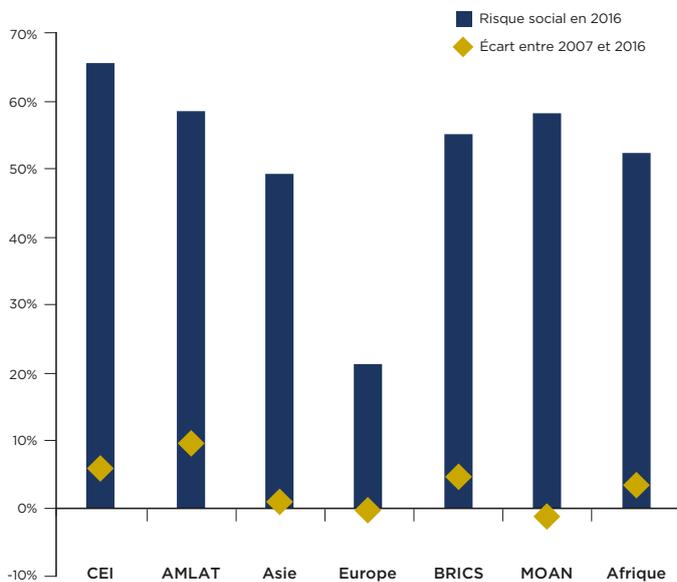
18/Données de la Banque mondiale.

19/Données du FMI.

20/Les variables corruption de la Banque mondiale et Voice accountability issue de la WDI.

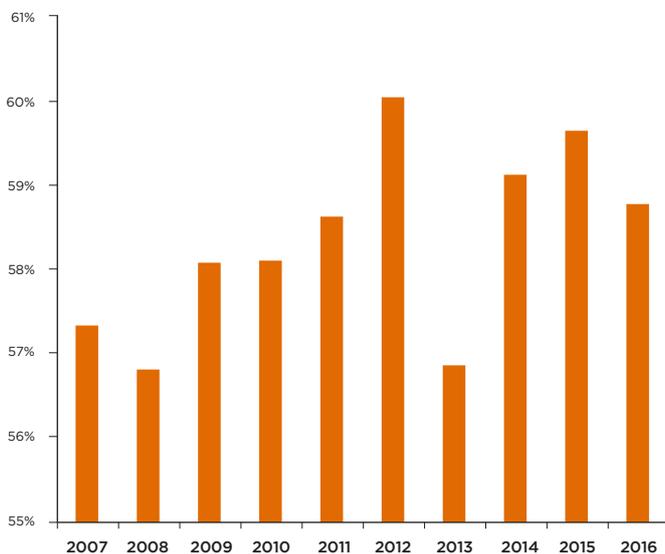


Graphique 12 :
Risque social par région (en pourcentage)



Source : Modèle politique Coface

Graphique 13 :
Évolution du Risque social pour les pays à l'origine des printemps arabes (Tunisie, Égypte, Jordanie, Libye, Bahreïn, Yémen et Maroc)



Source : Modèle politique Coface



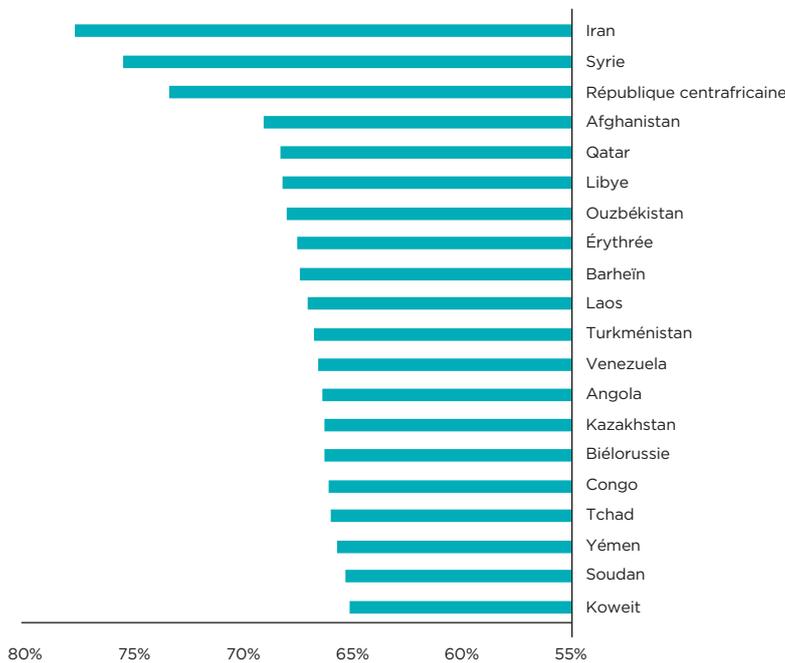
L'Amérique latine a également vu son score de risque social se dégrader du fait, principalement, de la détérioration de la situation au Brésil mais aussi au Venezuela et au Mexique. Globalement les indices de risques sociaux tendent à augmenter sensiblement, excepté en Asie. À noter que les pays du Moyen-Orient affichent globalement une baisse du score des pressions entre 2007 et 2016. Cependant, si l'on s'arrête sur l'évolution du score depuis 2007, les événements de 2011 correspondent à un pic de risque, ce dernier augmentant également en 2014 dans un contexte de chute du prix du pétrole (pays exportateurs).

Afin de combiner fragilités politiques et sociales, le raisonnement retenu dans la prise en compte de la relation entre instruments et pressions a été reproduit : la pondération du risque de fragilité politique augmente proportionnellement à celle du risque social. Lorsque le mécontentement social s'accroît, les pays dont le régime est le plus autoritaire ou ceux dont la population est la plus fragmentée seront en effet ceux les plus à risque. Ainsi, un pays présentant un degré de fragilité politique élevé mais où les pressions sociales sont faibles sera moins risqué.

En 2016, l'Iran ressort en tête de ces pays suivi de la Syrie, de la République centrafricaine et de l'Afghanistan. L'évolution du score iranien depuis 2007 est un bon exemple de ce que nous tentons d'appréhender (76 % en 2007 ; 81 % en 2009 et 77 % en 2016). Il permet de déterminer les moments critiques lors desquels le risque de soulèvement peut se matérialiser comme en 2009, suite au mouvement vert et aux manifestations postérieures à la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, ou encore à partir de 2013 avec le renforcement des sanctions à l'égard de l'Iran, qui a conduit à une montée des pressions sociales. Alors que le risque de soulèvement était réel en 2009 et durement réprimé, la montée des pressions sociales, suite au durcissement des sanctions à l'encontre du pays, en 2013, a conduit les autorités iraniennes à infléchir leur politique intérieure et étrangère afin de répondre à la montée des frustrations. Aussi, même si le score reste élevé, l'effet de la reprise post-sanctions est notable en 2016 (-5 %).

Autre pays pétrolier, le Venezuela voit son propre score progresser de plus de dix points entre 2007 et 2016, porté par une hausse des pressions sociales et un resserrement du régime. Suite à la baisse du prix du pétrole, le pays fait face à une situation économique critique. L'hyperinflation, la récession mais également le glissement autoritaire du régime de Nicolas Maduro, qui divise la population entre chavistes et non chavistes, rend crédible le risque d'éclatement. Ce dernier se matérialisera-t-il pour autant en une révolte populaire ? Cela dépendra de la capacité du régime politique à répondre à cette montée des contestations en poursuivant sa politique redistributive à l'égard des populations les plus fragiles, alors même que le pays fait face à l'effondrement de ses ressources. En conclusion, identifier le moment critique qui risquerait d'entraîner une révolte populaire dans un pays semble possible en se reposant sur cette approche dynamique mais le basculement vers une révolution populaire, en d'autres termes le moment de rupture, dépend en grande partie de la capacité et de la volonté du régime à répondre à la montée des revendications.

Graphique 14 :
Indice de fragilité politique et de risque sociale



Source : Modèle politique Coface

Le cas particulier des pays avancés

Des variables spécifiques pour tenir compte de la montée du populisme.

Afin de mieux prendre en compte la montée des frustrations sociales dans les pays avancés (25 pays sont pris ici en considération), pressions qui sont de nature à « bousculer » les systèmes politiques établis, voire à conduire à des changements de régime, il est tenu compte, dans le calcul de l'indice de fragilité politique et sociale de ces pays, de variables permettant de mesurer les tensions liées au populisme²¹ (en plus des variables présentées précédemment). Il convient de rappeler que, globalement, le niveau des pressions sociales est généralement plus faible dans les pays avancés que dans les pays émergents. En outre, les pays avancés étant également des démocraties matures, leurs populations ne sont pas censées rencontrer de barrières ni pour exprimer leurs frustrations, ni pour les transformer en changement politique (autrement dit, les instruments du changement, tels que détaillés plus haut, ne sont pas de nature, dans ces pays, à empêcher les aspirations au changement de se concrétiser).



21/Difficile à définir, ce terme désigne principalement le discours et les courants politiques faisant appel aux intérêts du peuple considérés comme opposés à ceux de l'élite, qui prospèrent sur un certain nombre de fractures observées dans les démocraties occidentales, qu'il s'agisse de celle entre population de souche et population immigrée, de celle entre riches et pauvres ou de celle entre populations à statut protégé et populations exposées à la précarité. Ce discours se nourrit, plus généralement, de l'insécurité et du déclassement perçu comme une conséquence de la mondialisation.

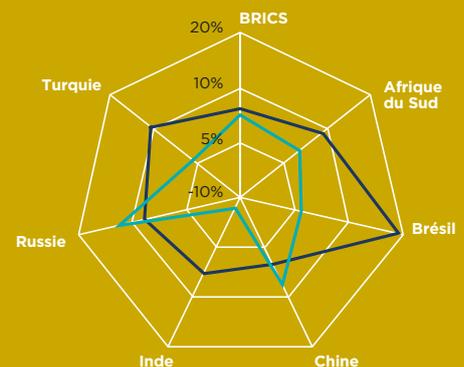
FOCUS

Les BRICS et la Turquie

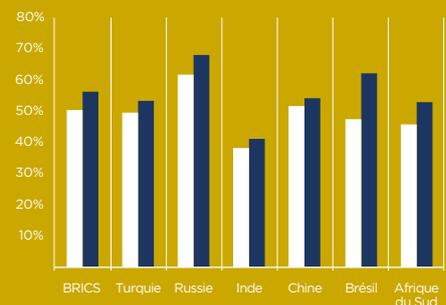
La crise des pays émergents semble toucher à sa fin, mais elle a entraîné une hausse du risque social dans les principales économies émergentes dont les conséquences perdurent.

En Turquie et en Russie, la montée des risques sociaux s'est accompagnée d'une hausse de l'indice de fragilité politique (2 points entre 2007 et 2016 pour la Russie et 7 points pour la Turquie), témoignage du durcissement de ces régimes. Les deux pays semblent également apporter à une hausse des mécontentements sociaux la même réponse. Ils sont tous deux engagés dans des conflits intérieurs et extérieurs. Le Brésil fait également partie des émergents, dont le niveau de risque social a augmenté de façon marquée. Les affaires de corruption, la dégradation du niveau de vie des classes moyennes suite à la baisse des prix des matières premières, l'inflation et la récession qui ont suivi se sont accompagnées de la plus grave crise politique que la démocratie brésilienne ait connue depuis 1989. La recrudescence des manifestations, mais aussi la paralysie du gouvernement suite au rejet de l'ancienne présidente Dilma Rousseff, ont abouti à la destitution de cette dernière, proposée par les députés et validée par le Sénat. La reprise progressive de l'économie brésilienne devrait cependant se traduire par une baisse des pressions sociales.

— Variation du score fragilité sociale et politique entre 2016 et 2007
— Écart entre 2007 et 2016



■ Risque de fragilité politique et sociale (2016)
■ Risque de fragilité politique et sociale (2007)





Les variables que nous avons retenues proviennent de la base de données du *Projet Manifesto*²², l'un des ensembles de données comparatives les plus fournis dans le domaine des sciences politiques. Cette base, actualisée tous les deux ans, actuellement arrêtée à fin 2015, est construite à partir de l'analyse textuelle, à l'aide de procédures de codage, du contenu des programmes électoraux des partis politiques d'une cinquantaine de pays. Ces programmes font l'objet d'un examen à chaque nouvelle élection législative, les partis concernés devant avoir obtenu au moins un siège à la chambre basse. La base regroupe, d'une part, la liste des partis et leurs performances en termes de voix lors de chaque élection législative (leur importance en termes de siège est également disponible) et, d'autre part, pour chaque formation politique, la part relative accordée à chaque thème de campagne dans leurs programmes. Ceux-ci couvrent l'ensemble des domaines suivants: relations extérieures, liberté et démocratie, système politique, type d'économie, bien-être social et qualité de la vie, tissu de la société, groupes sociaux.

Le maintien de l'ordre et les valeurs nationales : des thèmes repris dans les programmes électoraux.

Pour nos besoins (à savoir la mesure des pressions exercées par le populisme), nous avons choisi de retenir quatre thèmes ou variables parmi une liste très fournie d'indicateurs (au total une cinquantaine)²³. Ces variables, qui nous semblent être le plus en lien avec notre domaine d'investigation, portent sur l'opinion des partis (qu'il s'agisse d'une adhésion ou d'un rejet²⁴) concernant:

- **Le protectionnisme** (extension ou maintien des protections du marché intérieur à l'aide notamment de mesures tarifaires, de quotas ou de subventions à l'exportation) ;
- **Les valeurs nationales** (idées nationales, fierté de la citoyenneté, patriotisme, nationalisme, suspension de certaines libertés pour lutter contre la subversion, etc.) ;
- **Le multiculturalisme** (diversité culturelle, préservation de l'autonomie religieuse et des héritages linguistiques, etc.) ;
- **L'ordre public** (application stricte ou plus sévère des lois, renforcement de la lutte contre l'insécurité et le crime).

Le score de chaque pays est déterminé comme la somme des quatre variables, pondérée par le poids de chaque variable (ou thème) dans le programme électoral de chaque parti. Le résultat est transposé en un score de 0 % à 100 %. Ces scores permettent

Tableau 2: Score « Manifesto » en 2015-2016
(100 % = score le plus élevé)

Royaume-Uni	73,2 %
France	70,9 %
Autriche	64,6 %
Pays-Bas	63,8 %
Suisse	59,1 %
Chypre	56,9 %
Belgique	53,8 %
Portugal	49,3 %
Israël	45,8 %
Danemark	45,0 %
Canada	39,8 %
Italie	27,4 %
Allemagne	27,0 %
Suède	26,8 %
États Unis	26,3 %
Australie	26,1 %
Nouvelle-Zélande	26,0 %
Norvège	25,6 %
Finlande	24,7 %
Grèce	22,7 %
Luxembourg	21,2 %
Corée du Sud	12,2 %
Espagne	10,4 %
Japon	8,0 %
Irlande	5,3 %

Source: Modèle politique Coface

de comparer les pays à une date donnée et d'étudier la trajectoire de chacun d'entre eux dans le temps.

Parmi les pays avancés, la pression du populisme, telle que mesurée à l'aide de ces 4 variables, atteint le niveau le plus élevé au Royaume-Uni, en France, en Autriche et aux Pays-Bas. Elle se situe au niveau le plus faible au Japon et en Irlande. Des pays comme le Canada, l'Italie et l'Allemagne se classent à un niveau intermédiaire.

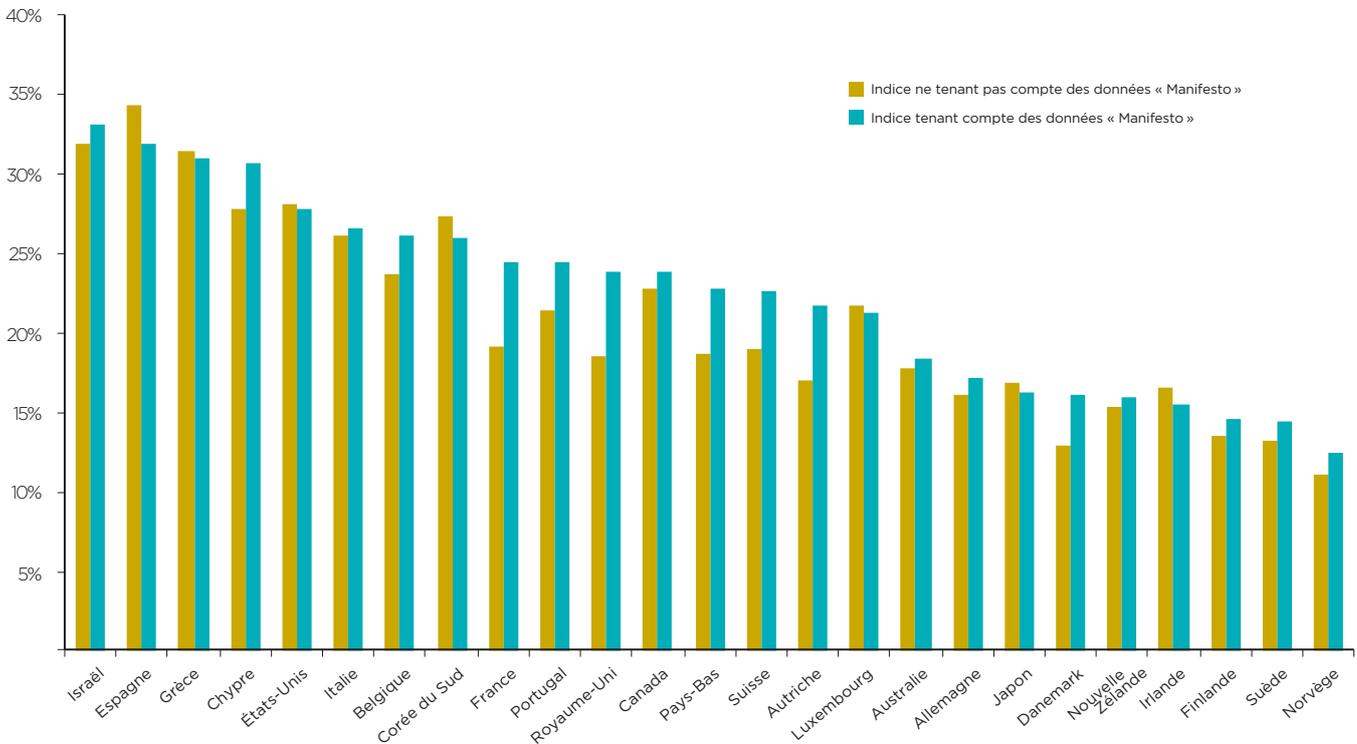
Les scores du Royaume-Uni et de la France subissent l'incidence de la part relativement importante réservée au thème de « l'ordre public » dans

22/Le Projet Manifesto, financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft, est hébergé par le Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (Volkens, Lehmann, Matthiess, Merz, Regel) (<https://manifesto-project.wzb.eu>).

23/Nous aurions pu ajouter une 5^e variable, à savoir celle de « l'économie dirigée », qui tient compte de l'inclination des partis pour la réglementation des marchés, la planification et le dirigisme. Cependant, l'incidence sur le rang d'un pays comme la Grèce est négligeable (un parti comme Syriza accorde moins de place à ces thèmes dans son programme (près de 6%) que des formations comme Podemos (plus de 8%) et, surtout, le Mouvement 5 étoiles (23%)). En outre, contrairement à ce que l'on pourrait attendre, le score total d'un pays comme l'Italie n'évolue pratiquement pas en 2013, lorsque le Mouvement 5 étoiles, qui a recueilli 26 % des voix, fait son entrée au parlement, ce qui s'explique par le fait que, si le programme électoral de cette formation fait la part belle au thème de l'économie réglementée, elle accorde peu d'importance à celui de l'ordre public, contrairement aux autres grandes formations politiques.

24/Chaque thème peut être, en effet, mentionné dans les programmes électoraux sous un angle favorable ou défavorable. Dans ce cas, il est décliné dans la base en deux sous-variables (une positive et une négative). S'agissant de l'ordre public, nous ne retenons que la sous-variable « positive », sa version « négative » n'étant disponible que pour un nombre restreint de pays.

Graphique 15 :
Indice de fragilité politique et sociale incluant Manifesto



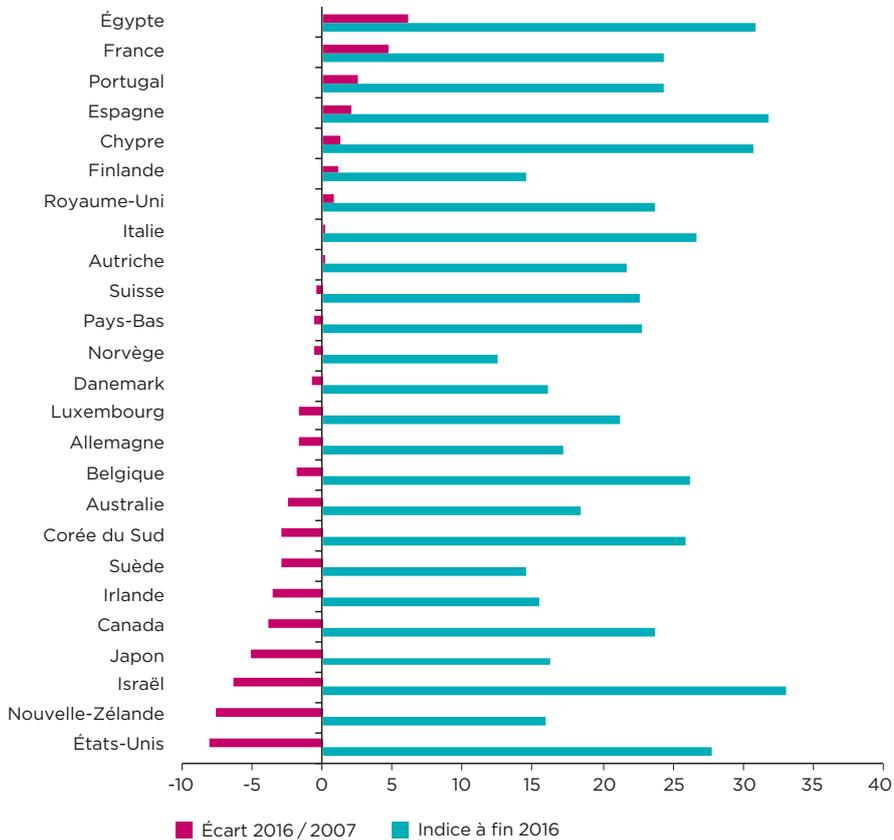
Source : Modèle politique Coface

les programmes politiques des partis de ces deux pays. Pour le Royaume-Uni, cette proportion est de 8% pour le Parti Conservateur, de près de 8% pour les Travaillistes et de 5% pour le UKIP, formations ayant rassemblé respectivement 37%, 30% et 13% des voix aux élections législatives de 2015. En France, ce thème a représenté 8% du programme de l'UMP pour les législatives de 2012 et 13% de celui du Front National, leur poids en voix étant de respectivement 27% et 14%. Dans les deux cas, mais dans une moindre mesure, le thème « *valeurs nationales* » pèse également sur le résultat final. En moyenne (tous partis confondus), ce thème représente plus de 3% des programmes dans les deux pays, contre environ 6% pour le thème de l'« ordre public ». Les autres thèmes comptent pour moins de 1%. Quant aux Pays-Bas, c'est encore le thème de « l'ordre public » (plus de 7%) qui explique le score total, devant celui du « *multiculturalisme* » (plus de 2%) et, dans une moindre mesure, celui des « valeurs nationales » (1%).

Si l'on résonne par thèmes, l'adhésion aux « valeurs nationales » est la plus forte en Israël (8% si l'on tient compte de la part des programmes qui n'y est pas favorable, soit près de 2%). Pour ce qui concerne « l'ordre public », se placent en tête la Belgique, le Portugal et les Pays-Bas (un peu plus de 7%). La méfiance vis-à-vis du « multiculturalisme » est la plus forte au Danemark, en Autriche et aux Pays-Bas (entre 2 et 5%), même s'il doit être mis en balance le fait qu'une part des programmes y est également favorable (entre 1 et 2%). Enfin, le « protectionnisme » fait surtout recette en Australie (plus de 1% des programmes). Ce n'était pas le cas, en revanche, en Irlande, au Canada et aux États-Unis à fin 2015, le concept de libre-échange y étant plutôt promu (1 à 2% des programmes). S'agissant des États-Unis, il convient toutefois de rappeler qu'on ne dispose, à ce stade, que des données afférentes à la dernière élection (2012). Les programmes électoraux pour les élections fédérales de novembre 2016 ont sans doute réservé une place plus importante au protectionnisme (il existe dans le pays un certain consensus autour du rejet du Partenariat transpacifique (TPP)).



Graphique 16 :
Indice de fragilité politique et sociale



Source: Modèle politique Coface

L'ajout de ces variables dans le calcul de l'indice de fragilité politique et sociale des pays avancés détériore le score du Royaume-Uni, de la France, de l'Autriche et des Pays-Bas.

La prise en compte des données « Manifesto » dans le calcul de l'indice de fragilité politique et sociale (le poids de ces données dans l'indice total a été limité à 10%) détériore surtout (soit de 4 à 5 points de pourcentage) le score politique et social du Royaume-Uni, de la France, de l'Autriche et des Pays-Bas. Au total, cela modifie peu la physionomie du classement. Ainsi, figurent toujours aux niveaux de risque les plus élevés, s'agissant des pays avancés, l'Espagne, en raison de la fragmentation régionale (tensions séparatistes) et des fragilités sociales, la Grèce, du fait de ses fragilités sociales (les plus importantes des pays avancés).

Israël, du fait surtout de ses fragilités politiques, mais aussi d'un score social élevé, et les États-Unis, dont le score pâtit surtout de la fragmentation ethnique, figurent également parmi les risques élevés de l'échantillon.

En moyenne, l'indice de fragilité politique et sociale incluant le score « Manifesto » s'est plutôt amélioré entre 2007 et 2016. C'est le cas, en particulier, en Suède, en Irlande, au Canada, au Japon, en Israël, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis (avec toutefois des réserves, déjà émises, pour ce qui concerne ce dernier pays). En revanche, l'indice s'est détérioré dans des pays comme la Grèce, la France, le Portugal et l'Espagne.

3 CONCLUSION : LE RISQUE POLITIQUE S'ACCROÎT

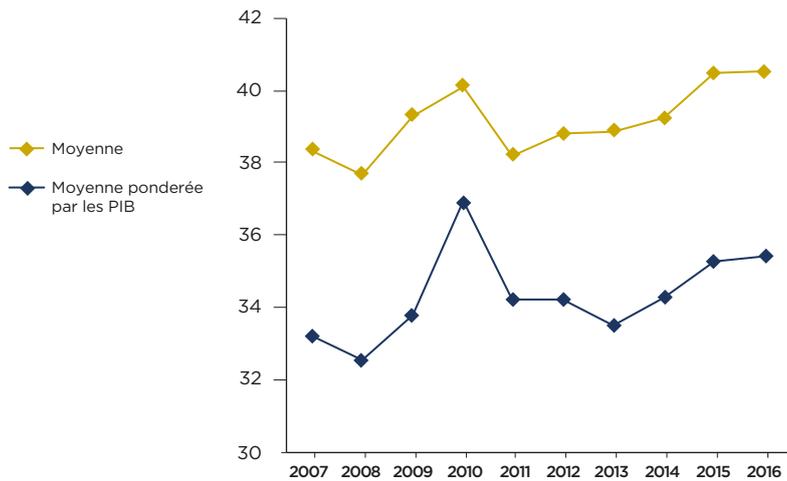
Le modèle politique global intègre les deux grandes dimensions du risque politique que sont le risque de conflit et la fragilité politique et sociale (incluant des données du projet Manifesto pour les pays avancés) auquel, s'ajoute le malus du risque terroriste. L'état de guerre total est considéré comme le degré le plus élevé du risque politique. Lorsque ce dernier est avéré, il annule de ce fait toutes les autres dimensions du risque. Le score du pays est alors égal au score du risque de conflit. Dans tous les autres cas, en d'autres termes lorsque le conflit est localisé (exemple de l'Inde et du Pakistan) et qu'il n'empêche pas le fonctionnement de l'économie, la pondération du conflit est inférieure à celle des fragilités politiques et sociales. Globalement, l'indice de risque politique à l'échelle mondiale tend à s'accroître depuis 2007. Un pic est cependant observé en 2010 faisant écho à la crise économique mondiale et à la montée des pressions

sociales dans les pays développés. À compter de 2014, la remontée du risque est principalement le fait d'un accroissement du nombre de conflits et la conséquence de la hausse du terrorisme.

À une échelle régionale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne restent en moyenne les régions où le risque politique demeure le plus élevé étant donné la multiplicité des conflits et des lignes de fronts qui les traversent.

Depuis 2013, le risque politique s'accroît majoritairement en Afrique subsaharienne et au sein de la CEI. Les premières économies africaines, telles que le Nigéria ou le Kenya connaissent une hausse de l'indice de risque global en raison d'un accroissement de l'indice terroriste (et de conflit pour le Nigéria). Ce ne sont pas les seuls pays touchés, les pays de la ceinture sahélienne souffrent depuis 2014 de l'augmentation de l'activité des groupes terroristes présents dans la région.

Graphique 17 :
Indice de risque politique global mondial

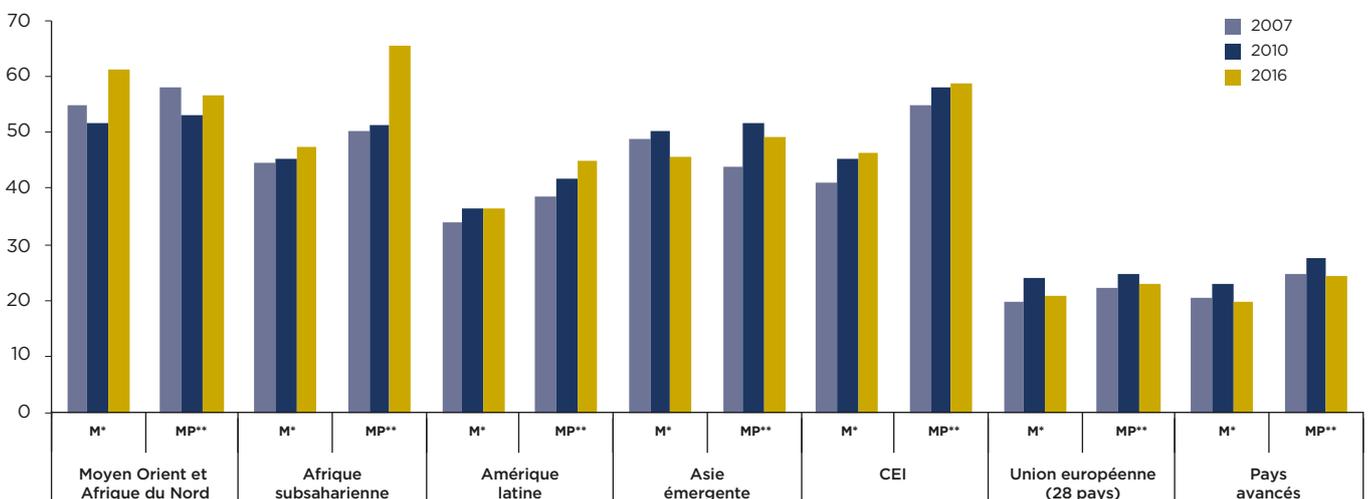


Source: Modèle politique Coface

En CEI, le risque politique est nettement au-dessus de la moyenne mondiale et augmente notamment en raison de la dégradation de la situation en Russie et en Ukraine. D'autres pays de la zone, même s'ils sont de plus petite taille, enregistrent une hausse de leur niveau de risque dont l'Arménie et le Tadjikistan à cause de la hausse du risque de fragilité politique et sociale et de l'indice terroriste et de l'indice de fragilité politique et sociale. L'augmentation du risque politique au Mexique, avec le renforcement de la guerre des gangs, qui devient de plus en plus meurtrière, mais aussi la dégradation de la situation au Venezuela, suite à la baisse du prix du pétrole, pèsent sur le score de l'Amérique latine, qui tend à s'accroître.

Enfin, l'Asie émergente montre une amélioration de la situation du risque politique depuis 2010 mais le score continue à être élevé dans les grands pays tels que l'Inde et la Chine.

Graphique 18 :
Indice de risque politique global par région



M* Représente la moyenne régionale - M** Représente la moyenne régionale pondérée par le PIB

Source: Modèle politique Coface

ANNEXE : CLASSEMENT DES ÉVALUATIONS DU RISQUE POLITIQUE PAR PAYS

1	Afghanistan	100%	Risque politique maximale	
2	Irak	100%		
3	Libye	100%		
4	Nigeria	100%		
5	Soudan	100%		
6	Syrie	100%		
7	Yémen	100%		
8	République centrafricaine	89,6%		
9	Pakistan	75,7%	Risque politique très élevé	
10	Tchad	74%		
11	Cameroun	73,8%		
12	Myanmar	71,2%		
13	Ukraine	70,8%		
14	Liban	70,4%		
15	Mexique	69,5%		
16	Mali	67,1%		
17	Philippines	64,3%		
18	Kenya	64,0%		
19	Iran	64,0%		
20	Egypte	63,8%		
21	République démocratique du Congo	61,9%		
22	Russie	61,8%		
23	Thaïlande	61,4%		
24	Éthiopie	61,2%		
25	Palestine	59,9%		Risque politique élevé
26	Turquie	59,8%		
27	Burundi	58%		
28	Niger	57,5%		
29	Arabie Saoudite	57%		
30	Algérie	57%		
31	Colombie	56,5%		
32	Inde	55,8%		
33	Ouganda	55,8%		
34	Koweït	54,9%		
35	Bahreïn	54,5%		
36	Chine	53,2%		
37	Tadjikistan	49,0%	Risque politique moyennement élevé	
38	Biélorussie	48,9%		
39	Vénézuela	48,7%		
40	Côte d'Ivoire	48,2%		



41	Qatar	47,1%	Risque politique moyennement élevé
42	Érythrée	46,7%	
43	Bangladesh	46,7%	
44	Turkménistan	46,6%	
45	Djibouti	46,5%	
46	Laos	46,5%	
47	Kazakhstan	46,4%	
48	Arménie	46,0%	
49	Ouzbékistan	46,0%	
50	Mozambique	45,9%	
51	Guinée	45,9%	
52	Congo	45,5%	
53	Mauritanie	45,4%	
54	Bosnie-Herzégovine	44,8%	
55	Angola	44,2%	
56	Azerbaïdjan	44,1%	
57	Malaisie	43,5%	
58	Afrique du Sud	43,3%	
59	Rwanda	43%	
60	Népal	42,9%	
61	Tanzanie	42,9%	
62	Gabon	42,5%	
63	Émirats arabes unis	42,5%	
64	Indonésie	42,2%	
65	Cuba	41,9%	
66	Oman	41,8%	
67	Maroc	41,5%	
68	Jordanie	41,4%	
69	Paraguay	40,8%	
70	Kirghizstan	39,9%	Risque politique moyennement modéré
71	Sri Lanka	39,6%	
72	Pérou	39,5%	
73	Guatemala	39,5%	
74	Togo	38,9%	
75	Brésil	38,8%	
76	Nicaragua	38,7%	
77	Maldives	38,1%	
78	Burkina Faso	38%	
79	République dominicaine	37,7%	
80	Zimbabwe	37,6%	

ANNEXE CLASSEMENT

ÉVALUATION DU RISQUE POLITIQUE PAR PAYS

81	Vietnam	37,3%	Risque politique moyennement modéré
82	Timor	37,2%	
83	Trinité-et-Tobago	37,0%	
84	Haïti	36,9%	
85	Honduras	36,3%	
86	Sénégal	35,7%	
87	Équateur	35,7%	
88	Macédoine	35,4%	
89	Sierra Leone	35,4%	
90	Tunisie	35,1%	
91	Liberia	34,8%	
92	Israël	34,5%	
93	Guyana	34,1%	
94	Zambie	34%	
95	Suriname	33,5%	
96	Bolivie	33,2%	
97	Madagascar	32,9%	
98	Cambodge	32,3%	
99	Malawi	31,5%	
100	Panama	31,2%	
101	Moldavie	30,4%	
102	Namibie	30,2%	
103	États-Unis	30,0%	
104	Papouasie	29,8%	Risque politique modéré
105	Bénin	29,4%	
106	Bulgarie	29,1%	
107	France	28,9%	
108	Grèce	28,6%	
109	Singapour	28,3%	
110	Monténégro	28,2%	
111	Ghana	28,2%	
112	El Salvador	28,1%	
113	Géorgie	28%	
114	Argentine	28%	
115	Albanie	27,2%	
116	Royaume Uni	26,9%	
117	Jamaïque	26,8%	
118	Lettonie	26,3%	
119	Chili	26,1%	
120	Sao Tomé-et-Principe	25,8%	



121	Serbie	25,5%	Risque politique modéré
122	Botswana	25,4%	
123	Mongolie	25,1%	
124	Chypre	24,4%	
125	République tchèque	23,9%	
126	Espagne	23,4%	
127	Estonie	23,2%	
128	Maurice	22,6%	
129	Canada	22,5%	
130	Hongrie	22,4%	
131	Italie	22,3%	
132	Allemagne	21,5%	
133	Lituanie	21,1%	
134	Belgique	20,7%	
135	Croatie	20,4%	
136	Costa Rica	20,3%	
137	Roumanie	19,3%	
138	Slovaquie	18,9%	
139	Cap-Vert	18,7%	
140	Australie	18,5%	
141	Hong Kong	18,5%	
142	Corée du Sud	18,4%	
143	Suède	18,3%	
144	Pays-Bas	17,7%	
145	Irlande	17,3%	
146	Slovénie	17,3%	
147	Malte	17,3%	
148	Uruguay	16,7%	
149	Suisse	16,4%	
150	Danemark	16,3%	
151	Portugal	16%	
152	Japon	15,6%	
153	Autriche	15,2%	
154	Luxembourg	14,9%	
155	Finlande	14,8%	
156	Pologne	14,4%	
157	Norvège	13,5%	
158	Nouvelle-Zélande	11,8%	
159	Islande	9,5%	

RÉSERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

COFACE SA

1, place Costes et Bellonte
92270 Bois-Colombes
France

www.coface.com

coface
FOR SAFER TRADE